

Brochure n° 3005-II

**Conventions collectives nationales
et accords nationaux**

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
Tome II : Ouvriers
(5^e édition. – Avril 2005)

ACCORD DU 21 OCTOBRE 2005
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS POUR 2006
(ILE-DE-FRANCE)

NOR : *ASET0551353M*
IDCC : 1702

Entre les organisations ci-après, en application de l'article 8 de la convention collective nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord a pour objet de fixer le montant des indemnités de petits déplacements du personnel employé dans les entreprises adhérant :

- aux organisations syndicales patronales affiliées à la fédération régionale des travaux publics, région Ile-de-France (Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Essonne, Val-d'Oise, Yvelines et Seine-et-Marne) ;
- à la fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics pour la section travaux publics et pour les mêmes départements.

Article 2

Le montant de l'indemnité de repas est fixé à 9,20 € au 1^{er} janvier 2006 pour tous les départements de l'Ile-de-France.

Article 3

Le montant de l'indemnité pour frais de transport, déterminé par zones, est fixé à compter du 1^{er} janvier 2006 (pour tous les départements de l'Ile-de-France) :

(En euros)

ZONE	KILOMÈTRES	INDEMNITÉ
1	0 à 10	1,62
2	10 à 20	2,84
3	20 à 30	4,47
4	30 à 40	5,26
5	40 à 50	6,28
6	> 50 (*)	7,53
(*) Sauf en cas de grands déplacements.		

Article 4

Le montant de l'indemnité de trajet, déterminé par zone, est fixé à compter du 1^{er} janvier 2006 (pour tous les départements de l'Ile-de-France) :

(En euros)

ZONE	KILOMÈTRES	INDEMNITÉ
1	0 à 10	1,85
2	10 à 20	2,75
3	20 à 30	4,28

ZONE	KILOMÈTRES	INDEMNITÉ
4	30 à 40	5,15
5	40 à 50	6,34
6	> 50 (*)	7,26
(*) Sauf en cas de grands déplacements.		

Article 5

Conformément à l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise des travaux publics du 21 juillet 1965, les indemnités de repas (art. 2) et de transport (art. 3) s'appliquent aux ETAM non sédentaires.

Article 6

Un accord d'entreprise ou d'établissement ne pourra déroger aux dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 du présent accord.

Article 7

Le texte du présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris, conformément aux dispositions du code du travail.

Les parties signataires en demandent l'extension à M. le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale.

Fait à Paris, le 21 octobre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération régionale des travaux publics, région Ile-de-France ;
Fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics
pour la section travaux publics.

Syndicats de salariés :

Comité intersyndical de la région parisienne Force ouvrière BTP ;
Union régionale professionnelle du bâtiment et des travaux publics et
des activités annexes de l'Ile-de-France CFTC ;
Union régionale de la construction et du bois de l'Ile-de-France
CFDT.